

**Assemblée générale**

Distr. générale
21 janvier 2021
Français
Original : russe

Soixante-quinzième session

Point 72 b) de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits de l'homme et des libertés fondamentales

**Lettre datée du 11 janvier 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la communication adressée par la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie aux parlements des États européens concernant les mesures de répression prises par la République de Lettonie à l'égard de journalistes russophones (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 72 b) de l'ordre du jour.

(Signé) V. Nebenzia



Annexe à la lettre datée du 11 janvier 2021 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie (VII^e législature)

Déclaration adressée par la Douma d'État aux parlements des États européens concernant les mesures de répression prises par la République de Lettonie à l'égard de journalistes russophones

Les députés de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie condamnent fermement les mesures de répression dictées par des motifs politiques que les autorités de la République de Lettonie s'acharnent à prendre contre des journalistes et des personnalités publiques russophones travaillant dans ce pays.

En Lettonie, les violations systémiques des droits humains et des libertés fondamentales sont de plus en plus fréquentes et tendent à se généraliser depuis quelques temps. Les autorités lettones ont fait le choix, dans leurs politiques, de porter atteinte aux intérêts des soi-disant non-citoyens et des minorités nationales, de démanteler les programmes éducatifs en langue russe, de promouvoir une réécriture cynique de l'histoire à des fins politiques, de faire l'apologie des criminels nazis et de leurs sbires parmi les collaborateurs locaux et de pratiquer une discrimination culturelle et linguistique. Elles se livrent également à des violations flagrantes de la liberté d'expression et s'efforcent d'empêcher les journalistes d'exercer leurs activités professionnelles.

Le 3 décembre 2020, dans ce qui constitue la dernière provocation en date des autorités lettones, laquelle avait pour objectif de refouler les journalistes russophones hors de l'espace médiatique letton, le Service de la sécurité d'État de Lettonie a placé en détention sept employés des portails d'information Sputnik Latvia et Baltnews. Après huit heures d'interrogatoires et de fouilles, les journalistes russophones ont été inculpés au titre de l'article 84 1) du Code pénal letton pour violation des sanctions imposées par l'Union européenne, qui prévoit une peine d'emprisonnement.

Pour se justifier, le Ministre letton des affaires étrangères, E. Rinkēvičs, a affirmé que les mesures de répression prises par les services secrets de son pays étaient nécessaires pour faire appliquer les sanctions imposées par l'Union européenne, ce qui constitue une tentative cynique de justification d'une censure politique motivée par une russophobie et un revanchisme manifestes, qui font aujourd'hui partie intégrante du climat politique de ce pays balte, où les autorités appliquent sans vergogne leurs politiques xénophobes sous l'égide de l'Union européenne et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Les députés de la Douma d'État considèrent qu'il est absolument inacceptable que les personnalités publiques et les journalistes jugés indésirables en République de Lettonie soient soumis à un traitement punitif. Considérant que ces mesures s'inscrivent dans une campagne agressive de lutte contre la dissidence visant à saper les fondements de la société démocratique, ils estiment que les agissements des autorités lettones constituent une violation directe de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 10 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui garantissent le droit de chacun à exprimer librement son opinion et à recevoir et communiquer des

informations ou des idées sans aucune ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière.

Les députés de la Douma d'État demandent aux parlements des États européens de condamner les violations flagrantes, par la République de Lettonie, des engagements internationaux qu'elle a pris en faveur du respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse, et les exhorte à manifester leur opposition au recours à la force et à la censure comme instruments au service des luttes de pouvoir politique et de la guerre de l'information.

Le Président de la Douma d'État
de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie
V. V. Volodin
